

<https://ricochets.cc/Gaza-genocide-ecocide-charniers-dures-repressions-en-Europe-USA-7489.html>



Gaza : génocide & écocide, charniers, dures répressions en Europe & USA...

- Les Articles -



Publication date: mercredi 1er mai 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

A Gaza, le carnage planifié par l'Etat d'Israël continue, les génocidaires ont même prévu d'envahir Rafah.

Pendant ce temps en France, des étudiants qui protestent courageusement (et de manière on ne peut plus « banale ») contre ce génocide sont expulsés d'universités par la force des milices policières.

Critiquer un génocide et le colonialisme en Palestine serait de l'apologie de terrorisme, mais faire l'apologie de crimes de guerres commis par Israël ça passe tous les jours à la télé.

En France, le nouveau pays du nouveau fascisme où règne « l'arc-républicain » des droites extrêmes et extrêmes droites unies et complices, tout est inversé.

C'est le 1er mai, où sont les travailleurs prêts à faire grève jusqu'à la chute du régime et de son monde, ou au moins pour bloquer tout échange économique et militaire avec Israël ?



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

RIMA HASSAN : LA CANDIDATE FRANCO-PALESTINIENNE CONVOQUÉE POUR "APOLOGIE DU TERRORISME"

► Jusqu'où ira l'État français ? -

Depuis des mois, elle est diffamée, censurée, cible de campagne racistes : Rima Hassan Mobarak est une juriste franco-palestinienne et aujourd'hui candidate aux élections européennes sur la liste de la France Insoumise.

La jeune femme est née dans un camp de réfugiés en Syrie, car son père a été chassé de Palestine lors de la Nakba en 1948, la grande épuration ethnique qui a créé l'État israélien. Cette année-là, des centaines de milliers de palestiniens avaient été délogés de leur terre et sont parqués depuis plusieurs générations dans des camps en Syrie, au Liban ou à Gaza.

Héritière de cette douloureuse histoire, Rima Hassan Mobarak est arrivée en France à l'âge de 10 ans et est devenue juriste. Elle milite pour la cause palestinienne avec une grande dignité, réclamant le droit au retour pour les palestiniens chassés en 1948 et rêve de la création d'un État démocratique et multiconfessionnel en Palestine.

Non seulement elle n'est guère invitée dans les médias - alors qu'elle maîtrise parfaitement le sujet et pourrait apporter des éclairages décisifs au public sur la guerre en cours - pendant que les propagandistes israéliens monopolisent les plateaux télévisés - mais son engagement lui vaut des persécutions folles.

Une horde d'agents pro-Netanyahou travaille quotidiennement à la salir et à l'empêcher de s'exprimer. Par exemple, cette bande a fait annuler un contrat qu'elle avait avec L'Oréal et son invitation à une soirée des « 40 femmes de l'année ». Le 6 novembre, Rima Hassan recevait une photo d'obus israéliens avec un message inscrit en français dessus : « Rima, tiens cadeau pour tes copains du Hamas ».

Depuis qu'elle est candidate aux Européennes, les diffamations redoublent d'intensité dans les médias, sans que l'intéressée ne puisse se défendre. La meute se déchaîne.

Ces derniers jours, ce harcèlement a pris un tournant encore plus inquiétant, puisqu'il est organisé directement par le sommet de l'État français. Plusieurs conférences prévues avec la candidate ont été purement et simplement interdites par des préfets et des présidents d'université. Une représentante du plus grand mouvement de gauche en France censurée en pleine campagne, c'est tout simplement du jamais vu.

Pire, elle vient de recevoir une convocation de la police pour « apologie du terrorisme » ! La juriste franco-palestinienne sera entendue le 30 avril pour des propos qu'elle aurait tenus sur les réseaux sociaux entre novembre et décembre.

Rima Hassan dénonce des « pressions politiques visant à compromettre sa liberté d'expression » et son avocat, Vincent Brengarth estime que cette convocation « est proprement ahurissante. Elle criminalise les expressions de Rima Hassan alertant sur l'urgence de la situation à Gaza. Chacun voit bien qu'elle intervient en pleine campagne électorale et qu'elle vise à affaiblir Rima Hassan, dans un contexte de pressions multiples ».

Plus ridicule mais tout aussi révélateur, Rima Hassan est aussi visée par une plainte de Rachel Khan, chroniqueuse de droite extrême dans les médias. Celle-ci est mise en cause pour ses nombreux plagiat, et squatte le plateau de Cnews. Elle avait déjà lancé une opération diffamatoire contre le rappeur Médine l'été dernier, l'accusant d'antisémitisme.

Sur les réseaux sociaux, Rachel Khan a ironisé sur la famine à Gaza, sous une vidéo montrant des palestiniens sur une plage, en publiant « j'aime bien celui qui travaille son summer body en faisant des pompes ». Celle qui se prétend « humaniste » et « laïque » dans tous les médias n'est que la banalité du mal incarné, elle trouve rigolo une famine de masse à visée génocidaire.

Rima Hassan a simplement répondu « ordure », à celle qui rit du massacre de son peuple. Une réaction pondérée. Pourtant Rachel Khan a déposé plainte contre elle pour « injure publique ». Ces gens osent tout. C'est simple, la clique pro-Netanyahou a tous les droits : mentir, injurier, diffamer, menacer de mort sans aucune sanction, mais la moindre réponse à leurs ignominies donne lieu à des plaintes, des interpellations voire des condamnations pour « apologie du terrorisme ». C'est donc le règne du double standard, de la lâcheté et de l'arbitraire le plus absolu.

Pendant que ces génocidaires s'expriment dans les médias et que le gouvernement français arme Israël, les rares voix qui tiennent bon pour la Palestine subissent des représailles d'une violence hallucinante.

Si l'État en est rendu à convoquer une candidate aux européennes, c'est que le dernier vernis démocratique déjà bien mince a volé en éclat, et il faut s'attendre à une offensive très large contre les soutiens de la Palestine sur la base d'accusations similaires « d'apologie du terrorisme ».

Et puisque l'accusation « terrorisme » justifie tous les moyens de répression, et qu'il s'applique désormais à des pans entiers de la population, nous ne sommes désormais plus très loin des rafles d'opposant.e.s et d'indésirables Il faut construire un front uni pour y faire face.



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

úøLES USA : PREMIERS SPONSORS DU GÉNOCIDE

Derrière chaque crime de masse, il y a les soutiens financiers, diplomatiques, politiques. Dans le cas du génocide planifié par l'extrême droite messianique israélienne à Gaza, on trouve le soutien total des USA. Et en particulier celui l'administration « démocrate » de Joe Biden. En trois jours, deux décisions majeures ont été imposées par la première puissance du monde :

¡ Le 18 avril, les USA opposent leur veto à une résolution permettant l'entrée d'un État palestinien à l'ONU, ce qui aurait permis à la Palestine d'avoir une véritable voix et des droits au sein des Nations Unies. La proposition avait reçu 12 voix pour, 2 abstentions - celles du Royaume-Uni et de la Suisse -, et une seule 1 voix contre, celle des États-Unis. Pour être adoptée, elle devait recueillir au moins 9 voix pour, ce qui était le cas, mais aussi qu'aucun membre permanent du Conseil n'utilise son veto. Les membres permanents sont la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, et la Russie. Sans le veto des USA, la Palestine serait donc aujourd'hui membre de plein droit de l'ONU.

Précisons que 137 des 193 États membres de l'ONU, soit la grande majorité, reconnaissent déjà un État Palestinien. Ce blocage est une anomalie anti-démocratique à l'échelle du monde.

¡ Ce 20 avril, le Congrès des USA a voté un plan de 13 milliards de dollars d'assistance militaire à Israël. Ce soutien financier massif au massacre va se traduire par des milliers de morts supplémentaires en Palestine.

Rappelons que si Israël a l'une des armées les mieux équipées au monde, c'est essentiellement grâce à l'aide américaine, qui s'élève à 124 milliards de dollars depuis sa création !

Les USA ont donné à l'État colonial 3,8 milliards par an d'aide militaire ces dernières années. Israël reçoit une assistance militaire de la part des États-Unis plus que n'importe quel autre pays au monde, et ne pourrait jamais écraser les palestiniens ni terroriser toute la région sans cet appui hors norme.

Les USA utilisent Israël comme un poste avancée de leur Empire, la figure de proue de l'Occident dans leur guerre des civilisations. Quitte à déverser des rivières de sang.

À GAZA, LE MASSACRE D'ENFANTS CONTINUE

Pendant que les grandes chaînes de télévision françaises invitent des négationnistes comme Caroline Fourest qui minimise les morts à Gaza, des émissaires de l'extrême droite israélienne comme Manuel Valls ou carrément des officiers de Tshal, la CNN, chaîne pourtant créée aux États-Unis, fait son travail de journalisme.

Ici, un reportage au coeur de l'horreur à Gaza, qui montre la réalité crue des massacres quotidiens d'enfants commis par l'armée israélienne.

« Il y avait quelque chose dans l'image de ces enfants morts autour de cette table de baby-foot. C'était un véritable coup de massue. Je pense qu'il est important d'attirer l'attention sur le sort de ces enfants, ainsi que sur ceux qui sont devenus orphelins dans cette guerre » explique un reporter à l'antenne.

Le génocide dure depuis plus de 6 mois, ne nous habituons pas à ces images.

► <https://fb.watch/rBa-npcfal/>

Montage et sous-titres : Caisses de Grève



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

EUROSATORY : 70 ENTREPRISES ISRAËLIENNES AU SALON DE L'ARMEMENT À PARIS

- Tribune -

Un salon mondial de l'armement nommé EuroSatory aura lieu à Paris du 17 au 21 juin, et accueillera de nombreuses entreprises d'armement israéliennes. Ce salon des marchands d'obus et des buveurs de sang dont l'affiche annonce cyniquement « protect your future » dans un monde dont le future est menacé par les guerres est, en lui même, une horreur qu'il faudrait abolir pour le bien de l'humanité. Pour commencer, une coalition d'organisations appelle à se mobiliser contre les exposants israéliens qui arment le génocide en cours. Voici

leur tribune :

« La nouvelle édition du Salon Eurosatory se tiendra du 17 au 21 juin 2024, au parc des expositions de Paris Nord Villepinte. **Plus de 1800 exposants, 90 pays, 98 000 visiteurs et professionnels sont attendus, et 500 nouveaux produits et systèmes doivent y être dévoilés. Organisé par le GICAT (Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres) et par le Ministère de la Défense, il s'agit d'un des plus grands salons d'armement au monde.** En plus d'être une vitrine commerciale de premier plan, Eurosatory offre également à des personnalités politiques et militaires des différents pays représentés l'opportunité de rencontres diplomatiques non-officielles et non médiatisées, lors desquelles des accords peuvent être noués en toute discrétion.

Au 30 mars, parmi les 1550 exposants annoncés, plus de 70 exposants israéliens sont déjà enregistrés. Parmi eux, on retrouve des géants de l'industrie de l'armement israélienne, tels que Elbit Systems, Rafael, ou Israel Aerospace Industries, des entreprises spécialisées dans les technologies de surveillance comme Controp Precision ou Maris Tech mais également le Ministère de la Défense israélien.

Les entreprises israéliennes utilisent, de longue date, les territoires palestiniens comme laboratoire à ciel ouvert pour développer de nouvelles technologies militaires et répressives. L'industrie d'armement israélienne est florissante, tout comme son industrie de technologies de surveillance et de contrôle. Profitant de son état de guerre permanent, Israël est devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux d'équipement militaire. D'année en année, le nombre d'exposants israéliens présents lors des foires internationales d'armement ne cesse d'augmenter.

Après chaque offensive, les ventes d'armes israéliennes s'envolent : les entreprises présentent à la clientèle internationale leurs dernières innovations, vantées comme étant « combat proven », c'est-à-dire testées sur le champ de bataille, lors de situations de combat bien réelles. L'offensive actuelle sur Gaza ne fait pas exception : parmi les entreprises présentes à Eurosatory cette année, on retrouve par exemple Smartshooter, qui a testé cet hiver sa dernière invention meurtrière : le drone sniper Smashdragon.

Outre le fait que les produits exposés par les entreprises israéliennes présentent le risque d'avoir été développés et utilisés dans le cadre d'opérations contraires au droit international, il est également possible que soient présents parmi les exposants eux-mêmes - représentants des firmes d'armement ou personnels militaires faisant partie de la délégation israélienne - des personnes qui ont participé activement à des crimes de guerre commis à Gaza.

La Cour Internationale de Justice des Nations Unies a estimé plausible le risque qu'un génocide soit commis par Israël à l'encontre du peuple palestinien. Dans ce contexte, il est inacceptable que la France offre une telle vitrine à Israël et à ses entreprises d'armement.

Si la présence d'industriels de l'armement internationaux qui vendent actuellement des armes à Israël est en elle-même condamnable, nous exigeons, a minima, du GICAT et du gouvernement français qu'ils prennent leurs responsabilités, et qu'ils annulent la venue de l'ensemble des exposants israéliens lors du salon Eurosatory 2024, comme a décidé de le faire le gouvernement chilien pour l'édition d'avril 2024 de la FIDAE, Foire de l'air et de l'espace de Santiago, et comme cela a été fait pour la Russie depuis l'édition 2022 d'Eurosatory.

Nous appelons toutes les associations, collectifs, syndicats et partis politiques à se joindre à cet appel et à se mobiliser avec nous contre cette présence inacceptable.

Aucune arme israélienne à Eurosatory 2024 ! »

Contact du Collectif : mobilisationeurosatory2024[@]proton.me

Premiers signataires :

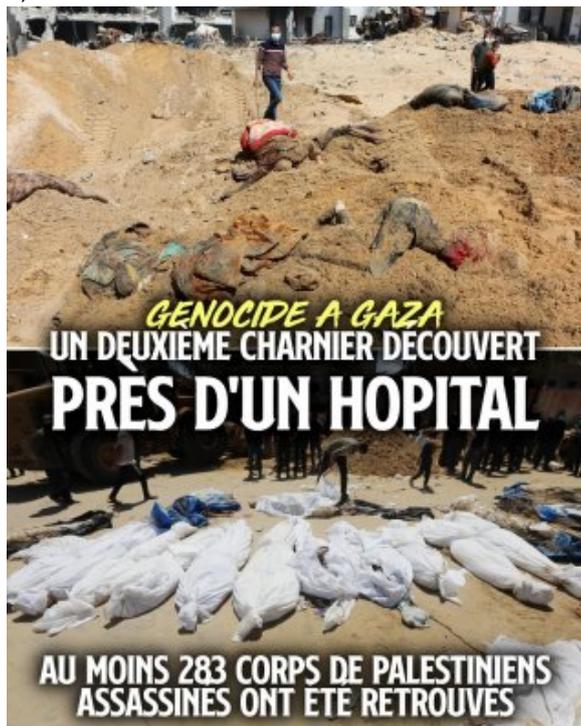
Association France Palestine Solidarité (AFPS)
ATTAC
Campagne BDS France
Émancipation Tendance Intersyndicale
FSU
Stop Arming Israel France
Union Juive Française pour la Paix (UJF)
Union Syndicale Solidaires
4ACG Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre
AC ! Gironde
ACDA Agir pour le changement et la démocratie en Algérie
ACOR Association contre le racisme
Action Sécurité Ethique Républicaines (ASER)
AFPS 35
AFPS 49 Angers
AFPS 63 - Clermont-Ferrand
AFPS 66 Perpignan
AFPS 95
AFPS Alsace
AFPS AUBENAS
AFPS CP Créteil
AFPS est 95
AFPS France Palestine 59-62
AFPS Nîmes
AFPS-CNID 17
Alofa Tuvalu Paris/Tuvalu
Amis de Gaza 974
ANV Cop21 - Bouches du Rhône
Assemblée Féministe Paris-Banlieue
Assemblée Populaire Dijon
Association Citoyennetés pour la Paix de Colombie-France
Association Culture et solidarité
Association de Solidarité Inter Peuples, Mantes La Ville
Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF)
Association Espaces et Lumières
Association Femmes Plurielles
Association Khamsa Vandoeuvre
ATTAC 57 METZ
BDS 57
BDS 94
BDS France Montpellier
BDS Provence Bouches du Rhône
BDS Saint-Étienne (42)
CEDETIM
Centre TARA
CGT systra
Chrétiens de la Méditerranée
Collectif 69 Palestine
Collectif Blouses Blanches Pour Gaza
Collectif Boycott Apartheid Israël - Paris Banlieue
Collectif des soignant(e)s pour gaza

Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine
Collectif Paix Palestine Israël (CPPI) Saint-Denis
Collectif Palestine Vaincra (Toulouse)
Collectif Solidarité Palestine Ouest Étang de Berre
Collectif Stéphanois contre l'islamophobie et pour l'égalité
Collectif Unitaire Franco-Algérien Île de France
Comité de soutien à la Palestine Palestine Paris 8
Comité local des Soulèvements de la Terre 13
Comité Palestine Nanterre
Confédération Internationale Solidaire et Écologiste
Créations en urgence
CRID
Éducation avec Gaza
En Lutte ! LIT-QI France
Europalestine
Fédération Libre Pensée des Alpes de Haute Provence
Fédération nationale de la Libre Pensée
Fédération Nationale Laïque des Monuments
Fête des 3 quartiers La Rochelle (F3Q)
France Insoumise
FSU Lyon
Info'Com CGT
Kessem - féministes Juives décoloniales
Les Ecologistes (EELV)
Les elles en action
Marchons pour la Palestine (MPLP)
Marseille Gaza Palestine (MAGPAL)
Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)
Nature et Solidarité, Palaiseau (91)
Nouveau Parti Anticapitaliste
Orléans Loiret Palestine
Ouverture du coeur
Palestine 13 AFPS Marseille
Parti de Gauche
Parti des Indigènes de la République
Parti Ouvrier Indépendant (POI)
PEPS Pour une écologie sociale et solidaire
Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
Secrétariat international de la CNT-F
Solidarité Palestine Toulouse - BDS
SOS Palestine La Rochelle
STRASS, syndicat du travail sexuel
Tendance CLAIRE
The Liberation March
Union communiste libertaire (UCL)
Union Démocratique Bretonne (UDB)
Union départementale libre pensée Aube
Union des Démocrates Musulmans Français (UDMF) Lyon
Union Locale CGT d'Issy-les-Moulineaux, Meudon et Clamart
Unis pour le droit en Palestine
United Voices - United aswat
Urgence Palestine 91

Urgence Palestine 92

Urgence Palestine 94

Urgence Palestine Marseille (UPM)



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

DES CHARNIERS DÉCOUVERTS À GAZA

Des corps d'enfants, de femmes et d'hommes, des visages tordus de douleur, certains cadavres décapités ou mutilés : c'est la découverte insoutenable de la défense civile à Gaza, exhumée dans la ville de Khan Younès située dans le sud de l'enclave palestinienne ce 22 avril. L'armée israélienne opérant dans la zone et s'était repliée le 7 avril. Elle laisse l'horreur derrière elle : des charniers, preuve d'exécutions de masse de civils, témoignages implacables d'un génocide en cours.

Selon un décompte provisoire, les équipes de recherche ont déjà retrouvé 283 corps à Khan Younès, dans ces trous creusés par l'armée israélienne après son retrait du complexe hospitalier Nasser.

Il s'agit de la deuxième grande fosse commune découverte en une semaine. Un autre charnier a été trouvé à l'hôpital Al-Chifa, le plus grand établissement médical de Gaza, après un siège de deux semaines. **Deux charniers près d'hôpitaux détruits, stade ultime de la barbarie.**

Des habitant.e.s de Gaza affluent sur le site dans l'espoir de retrouver un membre de leur famille parmi les dizaines de dépouilles enveloppées dans des linceuls blancs.

Ces découvertes font écho à de nombreux témoignages de palestiniens qui décrivent depuis des mois des exécutions sommaires, des enlèvements, de tirs sur tout ce qui bouge et respire encore sur le passage des soldats israéliens. Les assassinats systématiques de journalistes par l'armée coloniale depuis le mois d'octobre, et l'interdiction totale pour les journalistes étrangers d'entrer à Gaza, avaient pour but d'empêcher de documenter ce plan macabre, qui a lieu à l'abri des regards.

La découverte de charniers nous rappelle que le nombre de personnes tuées à Gaza est inconnu et probablement sous estimé. Alors que les médias français minimisent le massacre, les chiffres du Ministère de la santé de Gaza qui évoquent autour de 35.000 morts dont 13.000 enfants est sans doute en dessous du bilan réel, car les infrastructures de santé sont totalement anéanties, que de nombreux corps sont coincés sous les décombres,

que le nombre de disparus est inconnu dans un contexte où près de 2 millions de personnes ont été déplacées, et qu'une partie des morts a été enterrée par l'armée israélienne.

Tout le monde se souvient du massacre de Boutcha en Ukraine en 2022, qui avait scandalisé à juste titre l'opinion mondiale et provoqué des sanctions unanimes contre la Russie. **Des scènes au moins aussi atroces ont lieu quotidiennement à Gaza, mais comme les victimes sont arabes et l'armée israélienne les bourreaux, ni les propagandistes de plateaux ni les gouvernements occidentaux ne réagiront.**

(posts de Contre Attaque)



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

Guerre à Gaza : l'environnement, une victime silencieuse

► [Guerre à Gaza : l'environnement, une victime silencieuse](#) - Agriculture détruite en grande partie, pollution, déchets... À Gaza, des voix s'élèvent pour dénoncer un écocide et demander des poursuites pénales contre Israël.

Des champs retournés, des arbres déracinés, une terre contaminée au phosphore blanc : à Gaza, l'environnement est la victime silencieuse de la guerre. À la place des vergers, des plages de sable et des champs de fraise, qui faisaient la fierté des Gazaouis, se dresse un paysage dystopique fait de bases militaires, de cratères et de ruines. « Nous vivons actuellement une catastrophe environnementale qui engendrera d'autres catastrophes à l'avenir », soupire Samar Abou Saffia, activiste écologiste gazaouie.

(...)

C'est ainsi que des organisations accusent Israël de commettre un génocide doublé d'un écocide. « La destruction de la terre est une pratique génocidaire systématique au même titre que la destruction de la production alimentaire, des écoles, des hôpitaux », affirme ainsi Lucia Rebolino, de Forensic Architecture.

(...)

« Je souhaite seulement que la guerre prenne fin pour que nous puissions récupérer nos terres et rétablir nos sols, nos nappes phréatiques et notre mer, qui ont été détruits par les Israéliens »

De la mer au Jourdain, l'égalité des droits

► [De la mer au Jourdain, l'égalité des droits](#) - À l'heure où ces lignes sont écrites, il y a plus de 40 000 morts ou disparus à Gaza. C'est l'équivalent de 1 300 000 morts en France. Plus personne ne peut nier, malgré le matraquage médiatique et malgré la complicité du pseudo « arc républicain », qu'on a affaire à un génocide.

(...)

Le mur et le blocus de Gaza font que les populations ne se voient plus. Et sans sanctions, le front intérieur ne se fissurera pas dans la population juive israélienne qui jouit du privilège colonial. Avec des sanctions, les Israéliens comprendront que la garantie "qu'ils ne soient pas jetés à la mer", c'est la fin de l'apartheid et pas son maintien.

Certains, dans le mouvement de solidarité pour les droits du peuple palestinien rêvent d'une situation « à l'algérienne », c'est-à-dire du départ de la grande majorité des Juifs israéliens comme ça avait été le cas pour les Pieds Noirs. Ils ont tort. On ne réparera pas un nettoyage ethnique par un autre nettoyage ethnique.

« Vivre ensemble dans l'égalité des droits », il n'y a pas d'alternative non barbare, ni là-bas, ni ici.

(...)

DIVERS

- [Un ex prisonnier palestinien témoigne des conditions de détention de l'armée israélienne.](#)
- [Après Columbia, c'est l'université de Yale qui est occupée par des étudiants contre la guerre à Gaza et en solidarité avec les Palestiniens.](#)
- Si Gisèle Halimi était encore en vie, elle serait sans nul doute poursuivie pour apologie de terrorisme. Nous en sommes là ! Dans le plus grand silence de la plupart des orgas et personnalités
- Joaquin Castro, membre du Congrès du Texas, s'est insurgé contre le soutien aveugle des USA à Israël, par le biais de vente d'armes.
Il rappelle ici les faits : des milliers de Palestiniens assassinés par les bombes israéliennes à Gaza.
Il demande aux membres du Congrès à s'opposer à la poursuite de l'armement d'Israël.
- [Génocide à Gaza : Gideon Levy et Amira Hass, ces journalistes qui osent dénoncer la barbarie et le fascisme de leur pays](#) - A contre-courant de la propagande israélienne, ces deux journalistes vivant en Israël sont les rares personnes à s'opposer à la politique consensuelle de la société israélienne, qui s'enfonce de plus en plus dans le fascisme. Leur analyse du génocide de Gaza devrait interpellier les médias occidentaux, scotchés sur la propagande israélienne.
- [À l'origine des menaces de guerre généralisée : la politique criminelle et l'impunité d'Israël](#) - Dans la nuit du 13 au 14 avril, le régime iranien a lancé l'opération militaire « Promesse Honnête », qui a impliqué le tir de plus de 300 drones et missiles, en représailles à l'attaque israélienne contre l'annexe de l'ambassade iranienne à Damas le 1er avril 2024, qui avait tué sept membres du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (CGRI), dont le commandant de la force al-Quds pour le Levant, Mohammad Reza Zahedi, et 16 personnes au total.
À la suite de cette attaque, l'armée d'occupation israélienne a riposté par une opération militaire menant à des explosions dans une base militaire aérienne dans la province d'Ispahan, en Iran et des attaques dans le sud de la Syrie, près d'une position de radar de l'armée syrienne. Quelles dynamiques ont mené à cette montée sans précédent des tensions régionales ?
- [Appel à l'action de la fédération générale palestinienne des syndicats !](#) - Appel à l'action de la Fédération Générale Palestinienne des Syndicats de Gaza (PGFTU) pour les 1er et 15 mai 2024., diffusé par workersinpalestine le 11 avril dernier.
-
- [\[Le Soulèvement du ghetto de Gaza->https://lundi.am/Le-Soulevement-du-ghetto-de-Gaza"](https://lundi.am/Le-Soulevement-du-ghetto-de-Gaza)
class='spip_out' rel='external'>S'opposer au massacre à Gaza ! Un point de vue anarchiste

- Ce texte est la retranscription d'une interview d'Adi Callai réalisée par Silver Lining sur WCBN 88.3 FM à Ann Arbor le 27 octobre 2023. Cette interview a été considérablement augmentée et mise à jour à la lumière des événements plus récents. Adi Callai, qui anime la chaîne youtube Rev & Reve, est une personne juive antisioniste engagée, née à Jérusalem, dont les recherches portent sur la philosophie militaire.

- [« Vous pouvez rejoindre le Hamas si vous voulez » - Mon \(éphémère\) expérience de chroniqueur sur BFM TV](#)
- [Géopolitique du carnage](#) - Qu'on ne puisse désormais plus dire « Palestine libre » sans être qualifié de terroriste, que le signifiant Palestine soit désormais interdit, est souvent interprété comme dérive « fasciste » ou « totalitaire » du pouvoir. Cette interprétation passe, peut-être, à côté de quelque chose d'essentiel : l'interdiction du signifiant Palestine comme effet de la reconfiguration géopolitique en cours.
- [Pourquoi les sionistes progressistes ne mettent-ils pas la justice au centre de leurs préoccupations ?](#) - Raphaël Mimoun est juif franco-américain, militant des droits humains. Ce billet fait partie d'une série publiée sur son blog One Small Detail, où il partage ses analyses sur le sionisme et le conflit israélo-palestinien basées sur son vécu dans la communauté juive en France et en Israël. Le premier texte de cette série est à lire ici.
- [Dans la bande de Gaze](#) - Dans la bande de Gaze, les routes ne sont pas impraticables et le boulevard qui longe la mer n'est pas défoncé, il longe la mer.
Il y a de l'eau, de l'eau potable, de l'électricité et des toilettes. On va aux toilettes dans la bande de Gaze, elles ne sont pas bondées, il y a des kits d'hygiène et chaque personne a sa propre salle de bains, chaque personne n'est pas traitée comme une ordure.
- [bellum internecinum - Colonialisme et terreur](#) - Le philosophe Alain Brossat s'apprête à publier Un peuple debout - La Palestine en lutte contre la colonisation israélienne(L'harmattan). Nous en présentons ici quelques « bonnes feuilles » où l'on apprend comment le « terrorisme » est un « vocable pourri » qui sert les fins de l'« opération othering », où la scène primitive de la guerre coloniale reste la Nakba et se fonde sur un « bellum internecinum » (une guerre d'extermination), où l'on déjoue, enfin, certains sophismes pour nous sortir des régimes de terreur.
- [De la paix à la justice](#) - Raphaël Mimoun est juif franco-américain, militant des droits humains. Ce billet fait partie d'une série publiée sur son blog One Small Detail, où il partage ses analyses sur le sionisme et le conflit israélo-palestinien basées sur son vécu dans la communauté juive en France et en Israël. (...) Et en effet, quand j'étais plus jeune, l'idée de « justice » ne faisait pas partie de mon vocabulaire. Comme mes ami-es sionistes, ce n'était pas quelque chose à laquelle je réfléchissais. Nos appels à la paix étaient une réponse à la violence : nous voulions que la violence cesse parce que nos proches en étaient victimes, et pour certain-es d'entre nous, parce que nous pensions aussi que les Palestinien-nes méritaient de vivre en paix. Mais appeler à la paix était une réponse superficielle à la violence : cela nous évitait de réfléchir aux causes mêmes de cette violence, aux injustices historiques et actuelles qui l'attisent. (...)
- [L'Enfer libéral : « Les génocides ne s'arrêtent que lorsqu'ils sont vaincus »](#) - Nous traduisons ce lundi un texte de nos camarades d'III Will. Depuis les États-Unis où les occupations de campus en soutien à la Palestine se multiplient au même rythme que les arrestations de profs et les évacuations manu militari, Ian Allan Paul replace l'ordre libéral répressif en son lieu propre : dans le brasier, c'est-à-dire en enfer. En filant la métaphore d'une dévastation métaphysiquement sanctifiée de bonne conscience, l'auteur pose quelques évidences, à commencer par la plus grave : qu'un génocide ne s'arrête pas de lui-même.



"Un peuple aux mains nues - le peuple palestinien - est en train de se faire massacrer. Une armée le tient en otage. Pourquoi? Quelle cause défend ce peuple et que lui oppose-t-on? J'affirme que cette cause est juste et sera reconnue comme telle dans l'histoire.

Aujourd'hui règne un silence complice, en France, pays des droits de l'homme et dans tout un Occident américanisé. Je ne veux pas me taire. Je ne veux pas me résigner. Malgré le désert estival, je veux crier fort pour ces voix qui se sont tuées et celles que l'on ne veut pas entendre. L'histoire jugera mais n'effacera pas le saccage. Saccage des vies, saccage d'un peuple, saccage des innocents. Le monde n'a-t-il pas espéré que la Shoah marquerait la fin définitive de la barbarie?"

**Gisèle Halimi
Le 28 juillet 2014**

Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

Lecture

[Gaza, où meurt notre humanité](https://www.youtube.com/@mediapart) par [Mediapart-Â»[https://www.youtube.com/@mediapart](https://www.youtube.com/watch?v=Fr-ZfOvDgFY)]
<https://www.youtube.com/watch?v=Fr-ZfOvDgFY>

Six mois de génocide et le monde se tait !

- ▶ [Six mois de génocide et le monde se tait !](https://ujfp.org/six-mois-de-genocide-et-le-monde-se-tait/) - Six mois que cette tuerie est perpétrée avec la complicité des gouvernements occidentaux et la connivence de nos médias. Six mois qu'une immonde puissance coloniale tente d'éradiquer un peuple et amoncelle les cadavres. En six mois, plus de 33000 humains (auxquels il faudrait rajouter plus de 10000 disparus), dont près de la moitié d'enfants, ont été assassinés avec des armes fournies par nos prétendues démocraties.

Hypocrisie criminelle à tous les étages ! À celles et ceux qui n'ont pas renoncé à leur humanité, il reste la nausée, le chagrin, le cri, les pleurs ... et l'humour noir.

(source : <https://ujfp.org/six-mois-de-genocide-et-le-monde-se-tait/>)



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

Lettre à Rima Hassan : l'autre sionisme

- [Lettre à Rima Hassan : l'autre sionisme](#) - « Elle inaugure ainsi la sortie de l'ère des nationalismes. »

Rima Hassan concentrera toutes les attaques dans les semaines qui viennent. Alors que la conscience de l'abomination en cours à Gaza s'étend chaque jour, je crois pour ma part qu'elle offre à Israël, avec une grande générosité, sa dernière chance.

- SUITE : <https://lundi.am/Lettre-a-Rima-Hassan-l-autre-sionisme>



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE EST-ELLE UN PAILLASSON ?

413 octobre 2023 : l'armée israélienne vise des journalistes, tuant une journaliste de Reuters et blessant 6 autres reporters, dont un de l'AFP. Aucune sanction du gouvernement français contre les responsables.

431 octobre 2023, deux enfants de nationalité française sont tués par les bombardements sur bande de Gaza. Obeyda et Janna avaient 7 et 10 ans. Les frappes visaient un camp de réfugiés du nord de la bande de Gaza. Aucune condamnation ni sanction de la France contre Israël.

43 novembre 2023 : l'Institut français de Gaza est délibérément visé par une frappe israélienne. Il abritait l'Agence France Presse. « La localisation de l'AFP à Gaza est connue de tous et a été rappelée à plusieurs reprises ces derniers jours, précisément pour prévenir une telle attaque » a déclaré le PDG de l'AFP. Aucune sanction.

413 décembre 2023 : un agent du Ministère des Affaires étrangères français à Gaza est tué par une frappe israélienne dans le sud de la bande de Gaza. Ce crime de guerre contre un employé de la France, le gouvernement Macron le condamne à peine, et ne donne lieu à aucune sanction. Un fait inédit.

49 février 2024, Un professeur de français nommé Rami Fayyad, qui travaillait depuis vingt ans à l'Institut français de Gaza est décédé faute de traitement, du fait des « conditions sanitaires catastrophiques » sur place. Aucune sanction du gouvernement français contre les responsables.

Et non seulement la diplomatie française ne soutient pas ses propres ressortissants, journalistes, humanitaires et infrastructures, mais elle continue de soutenir inconditionnellement Israël !

Sans même parler de faire respecter le droit international ou de soutenir les 2,4 millions de gazaouis qui vivent l'enfer depuis des mois, des attaques répétées de bâtiments et des meurtres de ressortissants par une armée étrangère devraient provoquer AU MINIMUM une condamnation ferme par le président, une convocation de l'ambassadeur du pays concerné, éventuellement son expulsion et de lourdes sanctions. Des guerres ont été déclenchées pour moins que ça.

4Le 5 février Stéphane Séjourné, ministre macroniste qui n'a aucune compétence est allé, une fois de plus, se soumettre au Premier Ministre fasciste Benjamin Netanyahu et lui rappeler « l'amitié de la France » après toutes ces exactions. Cette soumission totale et ce soutien militaire ont-ils suffi ? Même pas, car le gouvernement israélien n'a aucune limite.

4Le 20 avril, le ministère israélien des Affaires étrangères annonce même un coup de pression contre la France : la convocation des ambassadeurs des pays du Conseil de sécurité ayant voté en faveur de l'adhésion pleine et entière des Palestiniens aux Nations unies. « Les ambassadeurs de France, du Japon, de la Corée du Sud, de Malte, de la République slovaque et de l'Équateur sont convoqués demain » et « une vive protestation leur sera exprimée », a indiqué le porte-parole du ministère. Selon ce gouvernement, « un geste politique aux Palestiniens et un appel à reconnaître un État palestinien est une prime au terrorisme ».

Autrement dit, Israël peut tuer des ressortissants français, bombarder ses bâtiments, traiter la France de terroriste sans aucune réponse. Mais si la France vote pour un État palestinien, pour faire respecter un minimum le droit international, elle est immédiatement sanctionnée par Israël. Cette fois ci, les habituels "souverainistes" et autres "patriotes" n'y trouveront rien à redire, puisqu'ils font bloc derrière Israël, pays gouverné par l'extrême droite, et considéré comme le poste avancé de l'Occident en territoire oriental.



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

BERLIN, NEW YORK : RÉPRESSION TOTALITAIRE CONTRE LE MOUVEMENT DE SOUTIEN DE LA PALESTINE

Pendant qu'en France, les convocations pour « apologie du terrorisme » se multiplient contre les soutiens de la Palestine et que les conférences et manifestations sont interdites, une sorte de chasse aux sorcière colonialiste s'empare de tout l'Occident. Tour d'horizon en Allemagne et aux USA.

une sorte de chasse aux sorcière colonialiste s'empare de tout l'Occident

éêBerlin : vendredi 12 avril, la capitale allemande a été le théâtre de méthodes dignes d'une dictature dans le cadre d'un congrès de soutien à la Palestine. Dans le pays qui a organisé le génocide de la population juive européenne au siècle dernier, le soutien à Israël est aujourd'hui une « raison d'État », comme le rappellent les chanceliers successifs.

C'est donc une répression implacable qui s'abat contre quiconque questionne le génocide en cours et soutien la cause palestinienne. Dans le délire collectif qui règne chez nos voisins, même des juifs allemands s'exprimant pour la paix en Palestine ont été traités d'antisémites et censurés.

Le 12 avril donc, plus de 900 policiers ont lancé une descente dans une conférence anti-guerre à Berlin, avant de la disperser de force, de l'interdire, et d'arrêter des participant.e.s.

L'évènement était organisé par l'organisation « Voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient » et annoncé de longue date, avec des invité.e.s important.e.s : l'ancien ministre grec des Finances Yanis Varoufakis, le député irlandais Richard Boyd Barrett, le médecin anglo-palestinien et recteur de l'université de Glasgow Ghassan Abu-Sitteh, l'expert de la Palestine Salman Abu Sitta, 86 ans, ancien membre du Conseil national palestinien, le cinéaste juif Dror Dayan, le journaliste palestinien Hebh Jamal ...

Mais ce congrès a été la cible d'une intense campagne de diffamations. Les médias allemands ont désigné l'évènement comme un rendez-vous « de ceux qui ont la haine d'Israël », le grand journal Bild titrait le matin même « les supporters du terrorisme se rassemblent aujourd'hui à Berlin. »

Le médecin Ghassan Abu-Sitteh a été arrêté et expulsé dès son arrivée à l'aéroport de Berlin. Il était pourtant présent à l'hôpital Al-Shifa de Gaza ces derniers mois, et venait témoigner de l'horreur de

l'offensive israélienne depuis son point de vue de soignant. Il n'a même pas pu fouler le sol allemand.

Dès que le lieu du congrès a été annoncé, 900 policiers sont donc entrés, alors que 2 500 agents avaient été déployés pendant tout le week-end. Les forces de l'ordre ont encerclé le bâtiment, placé des barrières et empêché les entrées. La police a aussi arrêté des personnes qui venaient assister au congrès, dont un membre de "Voix juive" qui brandissait une banderole disant : « Juifs contre le génocide » et qui portait une kippa.

Dans ce contexte, la conférence n'a pu démarrer qu'après un long retard. Et a été interrompue dès le début, lors de la diffusion d'une vidéo. 30 à 40 policiers ont pris d'assaut la tribune pour bloquer la transmission et ont coupé l'électricité et les lumières dans la salle.

Moins d'une heure plus tard, la police a ordonné aux participants de quitter les lieux. Une représentante de la Voix juive pour la paix et coorganisatrice du Congrès a été arrêtée dans la foulée.

Toute la classe politique a justifié cette intervention scandaleuse. Le maire de Berlin, de droite, a remercié la police « pour son intervention résolue dans cet événement de la haine [...] Nous avons clairement montré que la haine d'Israël n'a pas sa place à Berlin ». Le Ministre de l'Intérieur, socialiste, a écrit : « il est bien que la police berlinoise ait annoncé une répression sévère contre le soi-disant Congrès palestinien à Berlin. Nous surveillons de très près le milieu islamiste. » Et les organisations de jeunesse du Parti Socialiste et des Verts ont également soutenu l'opération de police. L'ordre règne à Berlin.

∅ New York : depuis le 17 avril, des étudiant.e.s pro-Palestine campent et manifestent sur le site de l'université Columbia au coeur la ville, pour exiger l'arrêt d'un partenariat entre leur université et celle de Tel Aviv, dans le cadre d'une campagne de boycott.

En représailles, 15 étudiants ont été suspendus par l'administration, et plusieurs professeurs sont visés par des procédures disciplinaires. La direction de l'Université a même envoyé la police sur le campus, qui a organisé une véritable rafle : 108 personnes arrêtées et emmenées dans des bus. Comme en Allemagne et en France, les médias ont accompagné la répression en diffamant les personnes visées, les accusant d'antisémitisme et de complicité de terrorisme.

Le président sénile Joe Biden a même déclaré : « Cet antisémitisme flagrant est répréhensible et dangereux, et il n'a absolument pas sa place sur les campus universitaires, ni nulle part dans notre pays », juste après avoir voté un crédit militaire de 13 milliards de dollars à Israël.

Une note positive : cette répression sur un campus universitaire a choqué une partie des États-Uniens, et les étudiant.e.s de l'université de Columbia. Depuis ces arrestations, le mouvement ne fait que se renforcer. Depuis hier soir, des dizaines de nouvelles tentes ont poussé sur le campus, et le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur.



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

4 L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA A ÉTÉ COUPÉE SUR LA BASE D'UN MENSONGE

Le mensonge a toujours été l'arme des pays en guerre. En août 1914, la presse française affirmait par exemple que les « balles allemandes ne sont pas dangereuses : elles traversent les chairs de part en part sans faire aucune déchirure », pour motiver les troupes et cacher l'épouvantable massacre de la Première guerre mondiale. Israël est un État en guerre permanente depuis sa création. Le mensonge y est systématique.

L'État colonial a lancé une nouvelle intox d'envergure mondiale en janvier 2024 : l'UNRWA, l'agence humanitaire de l'ONU chargée de venir en aide à la population de Gaza, serait en réalité un repère de « terroristes », et des membres de son personnel auraient « directement participé aux attaques du 7 Octobre ».

Deux jours avant la diffusion de ce mensonge, la Cour Internationale de Justice, la plus haute juridiction internationale, avait reconnu que l'accusation de génocide à l'encontre du peuple palestinien par l'État d'Israël était juridiquement fondée. L'accusation de « terrorisme » visant l'organisation humanitaire à Gaza était en fait un contrefeu grossier à cette décision historique.

Pourtant, cette affirmation israélienne, non vérifiée, a eu un effet immédiat : 10 pays occidentaux ont coupé leurs financements à l'UNRWA. Notamment les États-Unis, premier donateur avec 300 à 400 millions de dollars par an, mais aussi la France, l'Allemagne, et bien d'autres.

Tout n'était que mensonge. Un rapport qui vient de paraître explique qu'Israël n'a pas la moindre preuve d'une présence de « terroristes » au sein de l'organisation humanitaire. Le rapport explique même que l'UNRWA a régulièrement envoyé aux autorités israéliennes les listes comportant les noms de ses employés et leurs fonctions, et qu'Israël n'a jamais fait part d'éventuelles réserves depuis 2011 ! Le rapport souligne aussi que le rôle de l'UNRWA est « irremplaçable et indispensable » aux Palestiniens.

L'UNRWA emploie 13.000 personnes et vient en aide quotidiennement à plus de 2 millions de gazaouis. Son définancement a rendu la population de Gaza encore plus vulnérable à la famine et aux bombardements. C'était l'objectif recherché.

« Nous ne pouvons pas gagner la guerre si nous ne détruisons pas l'UNRWA. Et cette destruction doit commencer immédiatement » expliquait Noga Arbell, ancienne responsable du ministère des affaires étrangères devant le Parlement Israélien au début du mois de janvier.

Autrement dit les États occidentaux, en avalant le mensonge d'Israël, ont contribué à construire une logique génocidaire, une fois de plus. **Pendant que ces diffamations se répandaient dans les médias du monde, les bombes israéliennes tuaient massivement les employés de l'UNRWA. Jamais une guerre n'avait tué en si peu de temps autant d'humanitaires, de journalistes et d'enfants.**

Il est avéré que la plupart des accusations israéliennes depuis le 7 octobre étaient des mensonges visant à faire accepter un massacre sans précédent :

- ▶ Les « bébés décapités » étaient une invention. En revanche, des corps de palestiniens décapités ont bien été retrouvés dans des fosses communes à Gaza.
- ▶ Les « femmes enceintes éventrées » par le Hamas étaient un mensonge. En revanche, des femmes enceintes ont bien été tuées dans les bombardements.
- ▶ Les « bébés israéliens dans un four » étaient un mensonge, en revanche, des bébés palestiniens ont été gravement brûlés et démembrés dans les bombardements.
- ▶ La « famille israélienne torturée » le 7 octobre était un mensonge, en revanche de très nombreux prisonniers palestiniens ont fait état de tortures bien réelles, certaines ayant entraîné la mort.

L'accusation de « terrorisme » à l'égard d'une organisation humanitaire vitale n'est ainsi que le dernier épisode de cette inversion systématique de la réalité pratiquée par un État fasciste. Les diplomates des États occidentaux ne sont pas stupides : la validation des mensonges israéliens n'est pas de la naïveté mais de la complicité.

(posts de Contre Attaque)

Un mouvement anti guerre d'une ampleur inédite a pris forme aux USA.

D'innombrables universités sont entrées en protestation contre la guerre à Gaza.

Le gouvernement américain commence à s'inquiéter de la force de ce mouvement, et tout comme ailleurs, il ne connaît qu'une seule réponse, la violence d'État. La police est entrée dans les universités, et les nombreuses images qui circulent démontrent la violence utilisée, ainsi que les nombreuses arrestations censées stopper l'élan de la jeunesse.

Mais celle-ci ne compte pas s'arrêter, et à chaque évacuation, le nombre de manifestants augmente. Des professeurs ont rejoint les rassemblements, notamment à l'université de Columbia.

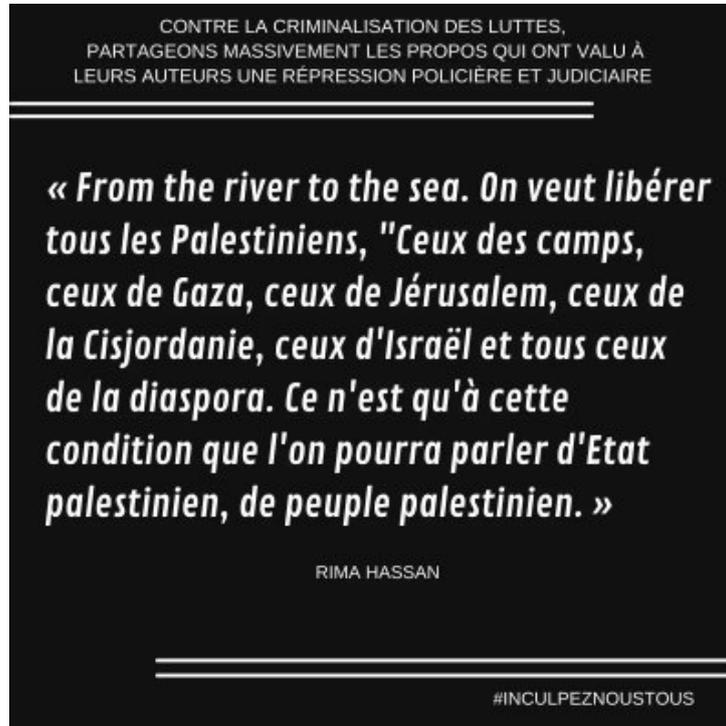
La jeunesse ne veut pas de leurs guerres, et ne veut plus pleurer les morts qu'elles causent.

Ce soir faisant écho à cette occupation sur les campus, Sciences PO Paris a installé des tentes dans l'école, en réponse aux nombreux campements aux USA.

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/800976891503451>



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

Des personnes soutenant les palestiniens et condamnant la politique d'Israël sont Accusées d'apologie du terrorisme et/ou d'antisémitisme

Depuis plusieurs jours, des personnalités et des organisations sont inculpées, condamnées ou convoquées par la police, pour des prises de position concernant la guerre à Gaza.

Pour avoir soutenu le peuple palestinien et condamné les politiques d'occupation et de colonisation d'Israël, elles sont Accusées d'apologie du terrorisme et/ou d'antisémitisme.

Nous pouvons avoir des divergences, y compris sur la question palestinienne. Mais criminaliser ceux qui osent remettre en cause la politique d'Israël et de la France concernant la Palestine est une grave atteinte à la démocratie.

Face à cette dérive liberticide, et ouvrant la voie à une société autoritaire, nous avons décidé de publier les propos qui ont valu à ces personnes / structures, d'être inculpées et menacées.

Conscients de nos différences, mais tout aussi conscients de l'intérêt supérieur de pouvoir encore exprimer ces différences sans craindre de faire de la prison.

#InculpezNousTous

CONTRE LA CRIMINALISATION DES LUTTES,
PARTAGEONS MASSIVEMENT LES PROPOS QUI ONT VALU À
LEURS AUTEURS UNE RÉPRESSION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE

« 75 ans d'apartheid, d'oppressions et depuis des mois les scènes d'agressions, de répressions jusqu'au sein des mosquées, de familles chassées de leurs domiciles se sont multipliées. Soutien au peuple palestinien qui est debout face à cet État sanguinaire qu'est Israël »

ANASSE KAZIB

#INCULPEZNOUSTOUS

Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

CONTRE
PARTAGEONS MA
LEURS AUTEURS U

*« Les horre
illégale se
samedi, el
réponses q*

Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

(posts de CND)

PARIS : MOBILISATIONS ÉTUDIANTES POUR LA PALESTINE MALGRÉ LA RÉPRESSION

Ébullition étudiante depuis 24 heures à Paris contre le génocide à Gaza. En écho aux occupations d'universités aux États-Unis pour la Palestine, le campus de Science Po Paris a été occupé mercredi 24 avril par les étudiant.e.s. Un immense drapeau palestinien a été déployé et des tentes installées sur le site pour camper sur place, afin de réclamer l'arrêt des partenariats de l'établissement avec l'État israélien.

Dans la nuit, les CRS ont envahi les lieux pour évacuer l'occupation. Ce jeudi 25 avril, des centaines de personnes étaient à nouveau réunies devant Science Po pour dénoncer l'expulsion policière en scandant « Free Palestine ». La répression n'a pas démotivé la mobilisation.

En parallèle, ce jeudi, Macron intervient à la Sorbonne. Une provocation, puisque le pouvoir a censuré plusieurs conférences sur la Palestine dans les universités ces derniers jours, en prétextant que ces lieux d'études n'étaient pas destinés à faire de la politique. En réalité, ce sont les paroles anti-colonialistes et les contre-pouvoirs qui en sont chassés. Macron, lui, n'a aucun problème pour y faire sa propagande en pleine campagne électorale.

Ici encore, la police a été déployée en nombre. Les manifestant.e.s pro-Palestine qui se sont retrouvé.e.s place du Panthéon ont été nassé.e.s en marge du discours présidentiel.

De Paris à New-York, la jeunesse dénonce le génocide.

Une guerre colonialiste atroce, des gouvernants occidentaux complices du massacre et des protestations étudiantes de plus en plus puissantes malgré la répression : les crimes de l'État israélien à Gaza rappellent, toute proportion gardée, ceux commis par les USA au Vietnam, qui avaient déclenché une décennie d'agitation mondiale contre l'impérialisme dans les années 1970.

▶ vidéo : <https://fb.watch/rGyx0dNb69/>



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

GOOGLE LICENCIE AU MOINS 50 PERSONNES APRÈS UN SIT-IN CONTRE ISRAËL

Licenciement immédiat pour avoir soutenu la Palestine. Chez Google, le néolibéralisme, le colonialisme et la censure se conjuguent.

Le 18 avril, des employé.e.s de la firme ont organisé un rassemblement - sous forme de sit-in, c'est à dire le fait de s'asseoir par terre, la forme minimale de protestation non-violente - au sein des locaux de Google Cloud, la filiale qui gère le stockage de données et l'informatique à distance. Des dizaines de personnes se sont réunies devant d'autres locaux de Google en Californie, à Seattle et à New York.

Le but était de dénoncer un contrat entre Google et Israël. Il s'agit d'un projet à 1,2 milliards de dollars nommé Project Nimbus : **Google et Amazon vont fournir des services informatiques conséquents à l'État israélien.**

Certains protestataires ont brandi des pancartes reprenant la typographie du logo de Google avec le mot « génocide ». Depuis des mois, des actions contre le projet Nimbus ont lieu devant les différents locaux de Google avec le mot d'ordre « no tech for israeli apartheid », à l'initiative d'employé.e.s de l'entreprise.

La cybernétique est en effet un outil majeur dans le cadre des guerres et des répressions, en particulier contre le peuple palestinien, ciblé par des bombardements par Intelligence artificielle, drones tueurs, LBD automatiques et autres horreurs technologiques.

Le 18 avril, plusieurs employé.e.s ont donc été interpellé.e.s par la police. Et 30 d'entre eux virés dans la foulée par la direction. Quelques jours plus tard, Google annonçait avoir licencié 20 personnes de plus, après une enquête interne selon laquelle leurs collègues auraient été « physiquement perturbés ». L'ultra-sensibiliserie au service d'un massacre colonial : une invention typiquement occidentale et contemporaine. **Être « perturbé » par le fait d'assister à un génocide en direct, par contre, n'est pas pris en compte par Google.**

« No Tech for Apartheid » dénonce ces licenciements comme étant des « représailles », et estime que « l'entreprise

tente de faire taire ses travailleurs et de réaffirmer son pouvoir sur eux ».

Le mouvement chez Google est loin d'être terminé.



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

REIMS, PARIS, POITIERS, LE HAVRE : SCIENCE PO EN LUTTE POUR LA PALESTINE

► Les étudiant.e.s en lutte appellent à se mobiliser dans les universités -

Cette semaine, la mobilisation contre le génocide à Gaza et pour la liberté du peuple Palestinien a pris un nouveau tournant en France. Après des mois d'interdictions, de censures, de manifestations réprimées et de diffamations permanentes, une partie de la jeunesse étudiante ouvre la voie. Plusieurs établissements de Science Po sont occupés :

; A Paris, une première occupation a eu lieu mercredi : les étudiant.e.s ont planté leurs tentes dans la cour de l'établissement, avant d'être délogé.e.s par les CRS. Le lendemain, nouvelle occupation a été rejointe par des centaines de personnes en soutien. Vendredi, des CRS étaient de nouveau déployés pour expulser le bâtiment. En parallèle, une milice sioniste d'extrême droite a tenté de provoquer les personnes présentes, dans l'espoir de se victimiser et d'obtenir un narratif médiatique contre la mobilisation. Sans succès. Finalement, face aux menaces policières, des députés insoumis ont fait tampon devant les CRS, et les occupant.e.s se sont repliés. Une petite victoire a été obtenue : la direction de Science po a abandonné les procédures lancées contre plusieurs étudiant.e.s.

; Poitiers : le 26 avril Dans une lettre ouverte adressée à l'administration de Sciences Po Paris, les étudiant.e.s annoncent que « 87 personnes occupent actuellement les locaux du campus de Sciences Po Poitiers ». Pour eux, « l'élément déclencheur de cette occupation est la répression de l'administration de Sciences Po Paris à l'encontre des étudiants mobilisés en soutien à la Palestine : Les CRS étant intervenus dans la nuit du 24 avril 2024 sur le campus parisien. »

; Reims : Ce samedi, le campus de Reims de Sciences Po est lui occupé par des étudiant.e.s contre le génocide. Devant le bâtiment, le drapeau français a été remplacé par le drapeau palestinien. Ce campus avait déjà été bloqué le 2 février pour demander la démission de Mathias Vicherat, le directeur de Sciences Po Paris mis en cause pour

des violences sexistes, et réintégré fin janvier.

; Le Havre : vendredi, une assemblée générale était annoncée le soir pour évoquer les événements récents ayant touché les autres campus de Science po. Mais la direction a imposé une fermeture exceptionnelle de l'établissement en fin d'après-midi, pour tuer le mouvement dans l'oeuf. Une Assemblée d'urgence s'est tout de même tenue, et a voté l'occupation du campus « en soutien à la Palestine et face à la répression de l'administration de Sciences Po ». 108 étudiants occupent l'amphithéâtre du campus du Havre.

; **Ces mouvements d'occupation ont rédigé une tribune commune parue ce samedi 27 avril : « nous appelons toutes les universités de France à se mobiliser pour dénoncer le génocide en cours à Gaza. La jeunesse a un pouvoir, celui de faire changer le cours des choses. Soyons du bon côté de l'histoire ».**

MÉDIAS : APOLOGIE DU TERRORISME EN CONTINU

« On nous fait la guerre, il faut répondre par la guerre. J'ai décidé, et on est très nombreux en France, et avec le ministère israélien de la diaspora, de lancer la première armée citoyenne de défense de la diaspora juive ». Ce sont les mots de Frank Tapiro sur Radio J le samedi 27 avril 2024.

► Vidéo : <https://fb.watch/rJeaPHj6Mu/>

Frank Tapiro est un publicitaire sarkozyste et macroniste, violemment pro-Israël. C'est aussi un habitué des émissions de Cyril Hanouna.

Il y a tout dans cette déclaration : un appel à la guerre civile, un « séparatisme » communautaire, l'ingérence d'un pays étranger, l'organisation d'une milice. Imaginez une seule seconde qu'un musulman ait appelé publiquement à créer une « armée » religieuse avec l'appui d'un gouvernement arabe. Il serait accusé de terrorisme, déjà en prison et les médias ne parleraient que de ça. Pour Frank Tapiro, c'est validé.

La déclaration de Tapiro s'inscrit dans une longue série de propos génocidaires dans les médias français. Depuis le mois d'octobre, nous avons entendu presque tous les jours des propos purement fascistes sur les plateaux de télévision : « il faut rentrer [dans Gaza] et tout détruire », « il n'y a pas de gazaouis innocents », « on va augmenter ces bombardements. Les gens qui resteront, il sera légitime de les tuer », « il n'y a pas de dommage collatéraux », « il faut dégommer physiquement la France Insoumise », « Israël est obligé de tuer des civils », « il faut raser et réoccuper Gaza » ...

Il ne vous a pas échappé que plusieurs syndicalistes, personnalités politiques sont inquiétées par la police et accusées « d'apologie du terrorisme » pour avoir simplement soutenu la Palestine. Ils n'ont pourtant jamais tenu les propos aussi violents que ceux cités ici.

AUCUN des passages compilés dans cette vidéo n'a provoqué la moindre réaction ni la moindre sanction. Ces gens continuent même d'apparaître régulièrement, en toute impunité. Alors n'hésitez pas à diffuser ces images, pour rappeler l'hypocrisie des autorités françaises, qui criminalisent le soutien à la Palestine comme du « terrorisme », mais laissent des fascistes génocidaires légitimer les crimes israéliens et préparer la guerre civile en France.

(posts de Contre Attaque)



Gaza : génocide & écocide, charniers, répressions en Europe & USA...

BERLIN. Très violente répression contre les militants réclamant un cessez-le-feu à Gaza

De Paris à New York en passant par Berlin, les démocraties occidentales nous montrent une nouvelle fois leur vrai visage...

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/415782171204289>

DEBUNK DE FAKE DEBUNK.

Depuis quelques heures, les soutiens du régime d'extrême droite d'Israël tentent de salir la mobilisation inédite des étudiants de Sciences Po Paris.

Leur angle d'attaque ? Le geste des mains recouvertes de peinture rouge.

Selon ces personnes (de Joann Sfar à Enthoven et aux JJR en passant par les pseudo figures de l'extrême droite française), se couvrir les mains de peinture rouge serait une référence à un drame d'octobre 2000 où deux israéliens avaient été tués à mains nues par des palestiniens. L'un d'eux avait montré ensuite ses mains couvertes de sang à la fenêtre.

Les étudiants de Sciences Po auraient donc rendu hommage à ce double meurtre !

On pourrait en rire si cela n'était pas si grave et insultant, aussi bien pour les étudiants qui luttent contre un génocide en cours que pour les deux victimes israéliennes et leur famille, dont la mémoire est souillée par des intérêts mortifères, à savoir tout faire pour que le massacre en cours en Palestine puisse continuer...

L'idée de se peindre les mains en rouge est tellement courante et ancienne qu'on ne pourrait déterminer la première fois qu'elle a été utilisée. C'est tout simplement une mise en scène pour illustrer un propos « avoir du sang sur les mains » !

Si besoin d'expliquer le ridicule de cette thèse, il suffit de regarder les luttes récentes ayant utilisé le symbole de la peinture rouge sur les mains, que ce soit des aborigènes, du mouvement Black Live Matters, d'écologistes, de militants qui dénoncent l'exploitation de grandes marques...

Allez, si vous pensez que même eux se sont peints les mains en référence à l'assassinat d'octobre 2000 à Ramallah,

sachez que ces derniers mois, des israéliens ont eux même utilisé cette mise en scène pour réclamer la libération des otages du Hamas.... Fin de la (mauvaise et triste) blague.

(posts de CND)



Gaza : génocide & écocide, charniers, dures répressions en Europe & USA...

NETANYAHOU ET SES COMPLICES DEVANT LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE ?

L'information choc a été révélée le 28 avril par la presse anglo-saxonne. Le journal anglais The Sunday Times écrit : « la Cour pénale internationale (CPI) est sur le point d'émettre des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et de hauts responsables israéliens à propos de la guerre à Gaza, ce qui a suscité une réponse de défi de la part du Premier ministre israélien ».

Le principal concerné, le Premier Ministre fasciste israélien a répondu : « Sous ma direction, Israël n'acceptera jamais aucune tentative de la Cour pénale internationale de La Haye de porter atteinte à son droit fondamental à se défendre ».

La « seule démocratie du Proche Orient », comme aiment le dire les soutiens d'Israël, n'a visiblement rien à faire du droit international.

Pour éviter ce mandat d'arrêt, Netanyahou fait pression en multipliant les appels, notamment auprès de ses alliés aux Etats-Unis, indiquent plusieurs médias israéliens.

Si la Cour Pénale Internationale lance un mandat d'arrêt contre une ou plusieurs personnes, concrètement cela signifie que le Procureur et les juges considèrent « qu'il existe des motifs raisonnables de croire que cette personne a commis un crime de droit international ».

Qui sont les personnes visées ? Selon le Jerusalem_Post, il s'agit de Benjamin Netanyahou qu'on ne présente plus, du Ministre de la Défense Yoav Gallant ? qui avait qualifié les palestiniens « d'animaux humains » ou encore déclaré dès le mois d'octobre : « Gaza ne reviendra pas à ce qu'elle était avant. Nous éliminerons tout » et « Nous avons aboli toutes les règles de la guerre, nos soldats n'assumeront aucune responsabilité, il n'y aura pas de tribunaux

militaires ». Et enfin du chef d'Etat major de l'armée israélienne Herzl Halevi, qui serait aussi l'objet du mandat d'arrêt.

Quels sont les crimes reprochés ? Pour l'instant, on ne sait pas si la procédure de la Cour Pénale Internationale ne concerne que les crimes israéliens commis à Gaza, ceux en Cisjordanie ou les deux. Et quels crimes sont mentionnés : le massacre de civils, l'utilisation de la famine, les déplacements forcés, les tueries d'humanitaires, la destruction délibérée d'hôpitaux et d'ambulances, les charniers ... Le Procureur « peut qualifier ces faits de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, ou de génocide, selon la preuve, et peut envisager plusieurs qualifications en même temps » explique le juriste Johann Soufi.

Netanyahou sera-t-il arrêté ? Probablement pas. Pas plus que Poutine, qui est également visé par un mandat d'arrêt international, et d'autres criminels avant eux. Israël refusera évidemment d'obtempérer à la procédure et ne livrera pas le Premier Ministre.

Mais cette procédure aura un impact symbolique considérable : les dirigeants israéliens rejoindront, au regard du droit international, les pires tortionnaires de l'humanité. Les États occidentaux pourront-ils indéfiniment soutenir des fascistes visés par un mandat d'arrêt de la justice internationale ?

PALESTINE : OCCUPATION ÉCLAIR DE LA SORBONNE ET RÉPRESSION IMMÉDIATE

Alors qu'une invasion militaire de la ville de Rafah, au sud de Gaza, semble imminente et menace 2 millions de civils palestiniens, un campement pour la Palestine a été organisé dans la cour de la Sorbonne à Paris ce lundi 29 avril à midi.

Après les occupations de Science Po, des tentes, des banderoles et un drapeau palestinien au coeur de l'université française la plus emblématique : le symbole était fort.

Mais une armada de policiers armés a immédiatement débarqué pour briser cette action non violente avant qu'elle ne reçoive de renfort. Certains étudiants ont été violemment trainés au sol par les forces de l'ordre.

Ensuite, devant la Sorbonne évacuée, les manifestant.e.s pour la Palestine ont été nassé.e.s par la police. Ces images, devenues banales dans la France de Macron, étaient inimaginables il y a encore quelques années.

Depuis le Moyen-Âge, les universités bénéficient en principe d'une protection nommée « franchise universitaire », qui interdit aux forces de répression d'y pénétrer. En cas de mouvement étudiant, la police n'y entrait pas jusque récemment. **Mais Macron a brisé cette tradition séculaire et n'hésite plus à envoyer la police sur les campus. Le Mai 68 étudiant a été déclenché pour moins que cela.**

Par ailleurs, mêmes sur les campus universitaires des États-Unis, les campements pour la Palestine ont pu rester plusieurs nuit et n'ont pas été expulsés aussi brutalement. Le rayonnement français est à son comble.

En France, en 2024, des hordes de policiers expulsent, frappent et encerclent des étudiant.e.s qui protestent contre un génocide dans l'université la plus célèbre du pays. Et pendant que la police réprime, les médias déchaînent les pires calomnies et mensonges pour salir ce mouvement légitime. Ce pays a basculé dans l'obscurité.

Mais ce n'est pas fini.

▶ vidéo : <https://fb.watch/rLvWUAY4lq/>



Gaza : génocide & écocide, charniers, dures répressions en Europe & USA...

ARGENT PUBLIC : PÉCRESSE PRÉFÈRE UN ÉTABLISSEMENT INTÉGRISTE QUE DES ÉTUDIANTS .E.S QUI DÉNONCENT UN GÉNOCIDE

La chasse aux sorcières qui frappe les soutiens de la Palestine ne passe pas seulement par une censure constante, des diffamations quotidiennes et une répression de toutes les expressions publiques. Elle passe aussi par un chantage au financement.

Nos dirigeants sont tellement fanatisés en faveur de l'État génocidaire israélien qu'ils comptent désormais utiliser l'argent public, qui n'est pas le leur, comme un moyen de punition politique.

La pitoyable politicienne bourgeoise Valérie Pécresse, accessoirement présidente de la région île de France, vient d'annoncer sa décision de « suspendre tous les financements de la région destinés à Sciences Po tant que la sérénité et la sécurité ne seront pas rétablies dans l'école ». Raccord avec la folie collective qui semble agiter nos élites, elle ajoute : « Une minorité de radicalisés appelant à la haine antisémite et instrumentalisés par la LFI [La France insoumise] et ses alliés islamo-gauchistes ne peuvent pas dicter leur loi à l'ensemble de la communauté éducative » et appelle à un « sursaut d'autorité ». Ainsi, Valérie Pécresse supprime 1 million d'euros prévus pour cette école en 2024. Un financement réglementaire et légal, retiré pour deux jours de mobilisations contre le massacre des palestiniens donc.

Dans son sillon, Manuel Valls a même déclaré sur Cnews qu'il fallait « mettre Sciences Po Paris sous tutelle » et « siffler la fin de la partie, reprendre en main ». Ces gens sont des purs fascistes, jamais les libertés académiques et le militantisme étudiant n'ont été autant réprimés en temps de paix qu'aujourd'hui.

Mais le plus « rigolo », c'est que Valérie Pécresse n'a aucun mal à financer massivement les écoles privées de la région, y compris quand elles violent allègrement toutes les règles de la laïcité, de la pédagogie, du respect des élèves et l'absence de discriminations.

En effet, l'établissement des beaux quartiers de Paris Stanislas, dont on a beaucoup entendu parler, car la

précédente Ministre de l'Éducation de Macron y mettait ses rejets, touche des sommes colossales d'argent de la Région. Une subvention qui va même bien au-delà des « obligations légales » : la région Île-de-France a versé près de 1,8 million d'euros en 2023 au collège-lycée. En plus des « dotations de fonctionnement » de 1,3 million d'euros, elle a même ajouté 487.000 euros supplémentaires de « subventions d'investissement » en juillet 2023. En 2022, déjà alertée sur les dérives de l'établissement, Péresse avait refusé de suspendre ses subventions.

Stanislas est un établissement scolaire d'extrême droite, de la maternelle au bac, réservé à la grande bourgeoisie parisienne. Il n'a pas besoin d'argent, on y trouve 7 gymnases et deux piscines, 21 laboratoires, 3 amphis, 2 murs d'escalade, une cantine haut de gamme, le tout sur 3 hectares dans un beau quartier parisien. Péresse lui donne de l'argent par pure idéologie, par soutien politique.

La devise de Stanislas laisse peu de place au doute sur le climat qui y règne : « Français sans peur, chrétien sans reproche ». Une enquête menée par le Ministère de l'Éducation parle de mise en danger de la santé des élèves à cause du « parti pris de certains professeurs de SVT de ne pas parler des IST » ou « des propos tenus lors de conférences d'éducation à la sexualité sur les dangers de la contraception ». Des intégristes religieux y donnent des cours, des membres de la Manif pour Tous sont dans les équipes, on y apprend aux femmes à rester à leur place et à « cacher leur corps ». Il existait même des « thérapies de conversion » pour obliger les personnes homosexuelles à renier leurs orientations, une pratique désormais illégale.

Le rapport souligne que « la pédagogie de Stanislas est violente » et que le « but est que les élèves donnent le meilleur d'eux-mêmes, non pas en les encourageant, mais en les rabaisant », avec des insultes, des pressions sur les victimes, des discours culpabilisants... Stanislas ne respecte pas la liberté de confession et force les élèves qui ne sont pas catholiques à suivre une formation religieuse.

Précisons aussi que l'ancien directeur, obsédé par la sexualité des élèves, avait d'ailleurs été mis en cause dans une agression sexuelle, et l'abbé Guillaume Seguin, responsable de l'aumônerie de Stanislas jusqu'en 2009, condamné pour des agressions sexuelles dans le collège.

Récapitulons : intégrisme religieux, sexisme et violences sexuelles, homophobie, alerte des inspecteurs de l'éducation, mauvais traitement... Tout cela est validé et même financé par Péresse. En revanche, une banderole aux couleurs de la Palestine justifie la fin des subventions et une surenchère nationale.

On pourrait se dire que Science po est une école élitiste, c'est vrai, et qu'on se moque de son financement. **Sauf que Péresse et son clan sont en train de franchir un nouveau palier contre la liberté d'expression : les universités ont toujours été des bastions de groupes militants, avec des blocages, des Assemblées Générales, des luttes, et ce depuis toujours. Jamais les universités n'ont été définancées parce que les étudiants contestaient le pouvoir. C'est donc un précédent très grave.**

Dans le même temps, l'enseignement privé ne survit que grâce à l'argent public. Il est financé pour 65,7% par l'État, et cela coûte 8 milliards d'euros par an, pour engraisser des établissements qui, parfois, sont de véritables incubateurs de futurs fascistes.

La « République » en 2024, c'est financer des écoles ultra-privilegiées d'extrême droite catholiques au coeur de Paris mais punir économiquement le moindre établissement qui laisse ses étudiant.e.s exprimer leurs revendications.

(posts de Contre Attaque)

Malgré l'intense répression, le mouvement des étudiants contre la guerre à Gaza continue de prendre de l'ampleur.

Aux USA, les autorités ont ainsi décidé de frapper fort, comme ici à Austin où les States troopers ont délogé violemment le campement de l'université du Texas. Si les tentes sont parties, les étudiants et leurs nombreux soutiens ont manifesté encore plus nombreux dans les rues de la ville. La lutte est loin d'être terminée.

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/7673790002680006>

(post de CND)



Gaza : génocide & écocide, charniers, dures répressions en Europe & USA...

QUAND EINSTEIN ET ARENDT DÉNONÇAIENT LE « FASCISME » EN ISRAËL

▶ Histoire -

Dès 1948, certains fondateurs d'Israël étaient déjà dénoncés, non seulement comme étant des criminels de guerre, mais aussi comme des fascistes. Un mot lourd de sens, à la sortie immédiate de la Seconde Guerre mondiale, de la part d'une génération qui connaît dans sa chair le sens de la barbarie, au lendemain de la Shoah. L'usage de ce terme est encore plus fort puisqu'il est utilisé par de grands intellectuels juifs, qui savent parfaitement de quoi ils parlent, notamment Albert Einstein, plus grand physicien du siècle, et Hannah Arendt, spécialiste du totalitarisme.

En effet, dans une tribune publiée dans le New York Times à la fin de l'année 1948, de grandes figures scientifiques et intellectuelles protestent contre la venue de Menahem Begin aux USA. Cette année là, l'État israélien vient de naître dans le sang des palestiniens et Begin, sioniste de droite qui sera plus tard Premier Ministre d'Israël, vient affirmer son existence politique dans la première puissance occidentale.

Begin n'est pas n'importe qui : il est non seulement l'un des fondateurs d'Israël, mais il est à l'origine du Likoud, le parti actuellement au pouvoir, celui de Netanyahu. En 1948, tout semble déjà dénoncé clairement dans cette tribune : les idées d'extrême droite, les méthodes « fascistes », le « mysticisme religieux » et le « suprémacisme racial » de ce courant fondateur, qui s'est imposé à la tête d'Israël par la suite. 76 ans après, cette description semble plus vraie que jamais.

Pourtant, aujourd'hui en France, utiliser les mots signés par Einstein et Arendt pourrait conduire à des poursuites pour « apologie du terrorisme ».

Cette tribune étonnante est à lire et à faire lire, car elle rappelle que dès sa fondation, Israël ne représentait pas « les » juifs et que cet État, dans la forme coloniale et suprémaciste qu'il prenait, était même contesté radicalement par de nombreuses personnalités juives :

« La visite de Menahem Begin et les objectifs de son mouvement politique

Aux rédacteurs du New York Times

L'un des phénomènes politiques les plus inquiétants de notre époque est l'émergence, dans l'État nouvellement créé d'Israël, du « Parti de la liberté » (Tnuat HaHerut), un parti politique dont l'organisation, les méthodes, la philosophie politique et l'appel social sont très proches de ceux des partis nazi et fasciste. Il a été créé par les membres et les partisans de l'ancien Irgoun Zvai Leumi, une organisation terroriste d'extrême droite et nationaliste en Palestine.

La visite actuelle de Menahem Begin, leader de ce parti, aux États-Unis, vise manifestement à donner l'impression d'un soutien américain à son parti lors des prochaines élections israéliennes et à consolider ses liens politiques avec les éléments sionistes conservateurs aux États-Unis. Plusieurs Américains de renommée nationale ont prêté leur nom pour saluer sa visite. Il est inconcevable que ceux qui s'opposent au fascisme dans le monde entier, s'ils sont correctement informés du bilan politique et des perspectives de M. Begin, puissent se porter caution par leur nom et leur soutien pour le mouvement qu'il représente.

Avant que des dommages irréparables ne soient causés par des contributions financières, des manifestations publiques en faveur de Begin et la création en Palestine de l'impression qu'une grande partie de l'Amérique soutient les éléments fascistes en Israël, le public américain doit être informé des antécédents et des objectifs de M. Begin et de son mouvement.

Les déclarations publiques du parti de Begin ne permettent pas de se faire une idée de son caractère réel. Aujourd'hui, ils parlent de liberté, de démocratie et d'anti-impérialisme, alors qu'il y a peu, ils prêchaient ouvertement la doctrine de l'État fasciste. C'est dans ses actions que ce parti terroriste trahit sa véritable nature ; ses actions passées nous permettent de juger de ce que l'on peut attendre de lui à l'avenir.

Attaque d'un village arabe

Un exemple choquant est leur comportement dans le village arabe de Deir Yassine. Ce village, à l'écart des routes principales et entouré de terres juives, n'avait pris aucune part à la guerre et avait même repoussé les groupes arabes qui voulaient l'utiliser comme base. Le 9 avril, des bandes terroristes ont attaqué ce village paisible, qui n'était pas un objectif militaire dans les combats, ont tué la plupart de ses habitants (240 hommes, femmes et enfants) et en ont gardé quelques-uns en vie pour les faire défilier comme captifs dans les rues de Jérusalem. La majeure partie de la communauté juive a été horrifiée par cet acte et l'Agence juive a envoyé un télégramme d'excuses au roi Abdallah de Transjordanie.

Mais les terroristes, loin d'avoir honte de leur acte, étaient fiers de ce massacre, en firent une large publicité et invitèrent tous les correspondants étrangers présents dans le pays à voir les cadavres entassés et la destruction qui régnait à Deir Yassine.

L'incident de Deir Yassine illustre le caractère et les actions du Parti de la Liberté.

Au sein de la communauté juive, il a prêché un mélange d'ultranationalisme, de mysticisme religieux et de suprémacisme racial. Comme d'autres partis fascistes, il a été utilisé pour briser des grèves et a lui-même fait pression pour la destruction des syndicats libres. À la place, ils ont proposé des syndicats d'entreprise sur le modèle du fascisme italien.

Au cours des dernières années de violences antibritanniques sporadiques, l'Irgoun et le groupe Stern ont inauguré un règne de terreur au sein de la communauté juive de Palestine. Des enseignants ont été roués de coups pour s'être exprimés contre eux, des adultes ont été abattus pour ne pas avoir permis à leurs enfants de les rejoindre. Par des méthodes de gangsters, des passages à tabac, des bris de vitrines et des vols à grande échelle, les terroristes ont intimidé la population et exigé un lourd tribut.

Les membres du Parti de la liberté n'ont pris aucune part aux réalisations constructives en Palestine. Ils ne se sont emparés d'aucune terre, n'ont construit aucune colonie et n'ont fait qu'entraver l'activité de défense juive. Leurs efforts en matière d'immigration, qui ont fait l'objet d'une grande publicité, ont été infimes et ont été consacrés principalement à l'importation de leurs compatriotes fascistes.

Contradictions

Les contradictions entre les affirmations audacieuses de Begin et de son parti et leur bilan en Palestine révèlent

clairement qu'il ne s'agit pas d'un parti politique ordinaire. C'est la marque indubitable d'un parti fasciste pour lequel le terrorisme (contre les Juifs, les Arabes et les Britanniques) et les fausses déclarations sont des moyens, et l'érection d'un « État dominant » est la fin.

À la lumière des considérations qui précèdent, il est impératif que la vérité sur M. Begin et son mouvement soit connue dans ce pays. La situation est d'autant plus tragique que les principaux dirigeants du sionisme américain ont refusé de faire campagne contre les efforts de Begin, ou même d'exposer à leurs propres électeurs les dangers que représente pour Israël le soutien à Begin.

Les soussignés prennent donc ce moyen pour présenter publiquement quelques faits saillants concernant Begin et son parti, et pour exhorter toutes les personnes concernées à ne pas soutenir ce dernier avatar du fascisme.

New York, 2 décembre 1948

ISIDORE ABRAMOWITZ, HANNAH ARENDT, ABRAHAM BRICK, RABBIN JESSURUN CARDOZO, ALBERT EINSTEIN, HERMAN EISEN, M.D., HAYIM FINEMAN, M. GALLEN, M.D., H.H. HARRIS, ZELIG S. HARRIS, SIDNEY HOOK, FRED KARUSH, BRURIA KAUFMAN, IRMA L. LINDHEIM, NACHMAN MAISEL, SEYMOUR MELMAN, MYER D. MENDELSON, M.D., HARRY M. OSLINSKY, SAMUEL PITLICK, FRITZ ROHRLICH, LOUIS P. ROCKER, RUTH SAGIS, ITZHAK SANKOWSKY, I.J. SHOENBERG, SAMUEL SHUMAN, M. SINGER, IRMA WOLFE, STEFAN WOLFE. »



Gaza : génocide & écocide, charniers, dures répressions en Europe & USA...

APPEL À L'ACTION DE LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE PALESTINIENNE DES SYNDICATS DE LA BANDE DE GAZA - GRÈVE POUR LA PALESTINE LE PREMIER MAI ET LA JOURNÉE DE LA NAKBA

A l'occasion du Premier mai et de la journée de la Nakba, nous, membres de la Fédération générale palestinienne des syndicats de Gaza, exhortons nos frères et soeurs du mouvement international des syndicats à affirmer leur solidarité avec la Palestine en se joignant à nous dans une action collective visant à faire changer le cours des choses. **Nous vous enjoignons à questionner le statu quo sur votre lieu de travail et au sein de vos communautés, en refusant de soutenir la violence contre les Palestiniens. Faites entendre vos voix et passez à l'action pour perturber le flux commercial et économique qui soutient l'occupation militaire israélienne et l'exploitation des travailleurs Palestiniens.**

Nos citoyens, et plus particulièrement ceux qui sont à Gaza, subissent des atrocités sans nom - les bombardements génocidaires incessants de la part d'Israël, les politiques de famine, les déplacements forcés et la confiscation des terres ont été largement diffusés partout dans le monde. Ces atrocités sont le lot de plusieurs années de siège brutal et d'occupation militaire qui ont détruit nos conditions de travail. La guerre génocidaire menée par Israël contre la bande de Gaza ne fait pas exception, et n'est autre que la poursuite de la Nakba de 1948 et une caractéristique du colonialisme de peuplement d'Israël.

Les travailleurs Palestiniens ont toujours été au coeur de la lutte palestinienne pour la liberté et la justice. Le ciblage délibéré des installations des syndicats par Israël, notamment du siège de la Fédération générale palestinienne des syndicats à Gaza et de tous nos bureaux, constitue une agression caractérisée des moyens de subsistance des travailleurs Palestiniens. Malgré les assauts incessants, nous persistons à sauvegarder nos communautés, en éduquant les enfants dans des tentes de fortune, en diffusant les informations, en soignant les blessés et en organisant la distribution de nourriture. En tant que travailleurs Palestiniens, nous nous engageons à rester forts pour nos communautés.

A l'occasion de ce Premier mai et de la journée de la Nakba, alors que les gouvernements continuent de faire la sourde oreille, nous restons fidèles à la longue tradition de l'internationalisme syndical et nous adressons directement à vous : nous vous exhortons à être solidaires de notre lutte et à agir de façon décisive pour honorer les innombrables martyrs et les familles détruites, et défendre avec ferveur une Palestine libre.

Compagnons travailleurs, et plus particulièrement ceux du secteur de l'armement et du transport, nous vous implorons de prendre compte du fait que vos moyens de subsistance ne devraient pas être fondés sur la destruction de nos terres natales et de nos vies. Alors que nous ne savons que trop l'importance d'un travail décent, nous vous prions de questionner les produits que vous fabriquez et transportez et les lieux dans lesquels ils sont finalement déployés. Un travail décent ne devrait jamais se faire au prix d'innombrables vies palestiniennes. En tant que premières victimes des armes fabriquées et exportées à l'international, nous vous demandons simplement d'adhérer au principe selon lequel le préjudice causé à l'un est véritablement le préjudice causé à tous.

Au cours de l'histoire, les travailleurs ont courageusement fait face aux régimes oppressifs. Nous avons refusé d'obtenir des biens en provenance de l'Afrique du Sud de l'apartheid, et les ouvriers ont refusé la production d'armes au service de dictatures comme celle de Pinochet au Chili. A l'occasion de ce Premier mai, alors que le bilan des morts en Palestine continue de s'aggraver et que nous franchissons la ligne des 76 ans depuis la colonisation de la Palestine et l'arrachement à leurs terres de près de 750.000 Palestiniens pendant la Nakba (la Catastrophe) de 1948 nous vous prions de rejoindre notre lutte, afin d'oeuvrer à la construction de systèmes économiques fondés sur la justice plutôt que sur la destruction.

Joignez vous à nous pour demander la fin du siège et du génocide perpétré par Israël à Gaza. Joignez vous à nous pour réclamer, en tant que travailleurs, nos droits à une vie décente, libre de colonialisme de peuplement et d'occupation militaire.

Voici quelques actions que vous pouvez mener à l'occasion du Premier mai et de la journée de la Nakba, le 15 mai prochain :

1. Refuser d'échanger des biens en provenance ou à destination d'Israël.
2. Organiser un arrêt ou un ralentissement du travail.
3. Tenir des réunions éducatives au sein de votre syndicat pour aborder la lutte palestinienne.
4. Distribuer des flyers, des brochures, ou des bulletins d'information sur votre lieu de travail pour informer vos collègues et fournir des ressources en faveur de l'action.
5. Faire circuler une pétition parmi vos collègues de travail en appelant à des actions spécifiques ou à des changements de politiques, tels que le désinvestissement des fonds de pension des entreprises complices de

l'occupation, ou la mise en oeuvre de mesures de boycott à l'encontre des entreprises complices.

Il est maintenant temps de mettre en oeuvre la solidarité courageuse des travailleurs !

Longue vie à la solidarité internationale avec les travailleurs palestiniens dans leur lutte pour le retour et la libération !

- ▶ L'appel traduit en plusieurs langues : <https://www.workersinpalestine.org/news/strike-for-palestine> (Traduction : Stop Arming Israël)

(posts de Contre Attaque)